



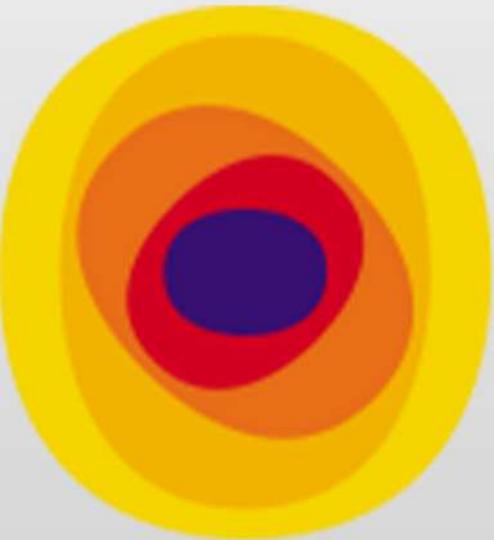
NIGERIA ONE

NEWSLETTER

Septembre 2023



Agip



Oando

L'ACTIF DE AGIP NIGERIA A ETE ACQUIS PAR OANDO

Oando Energy a conclu un accord avec la multinationale italienne Eni pour acquérir sa filiale nigériane d'exploration et de production. Les détails financiers exacts de l'accord n'ont pas été rendus publics. La filiale transférée est Nigerian Agip Oil Company (NAOC), elle occupe une position de premier plan dans le secteur énergétique nigérian. NAOC est spécialisée dans les opérations pétrolières et gazières terrestres ainsi que dans la production d'électricité. NAOC a des investissements dans quatre blocs terrestres et deux baux d'exploration terrestres au Nigeria. En outre, elle supervise l'exploitation de deux centrales électriques dans le pays.

Il est important de mentionner qu'Eni a l'intention de conserver sa participation de 5 % dans « Shell Production Development Company », qui est une copropriété avec Shell. Eni a explicitement déclaré que cette décision ne doit pas être interprétée comme un retrait complet du secteur énergétique nigérian, car lorsque cette transaction sera finalisée, elle dépendra de l'obtention des approbations requises des autorités locales et réglementaires, selon la procédure habituelle.

En nous basant sur les informations divulguées dans un communiqué soumis à la bourse nigériane, la finalisation de la transaction dépend de l'obtention de l'accord ministériel et du respect de toutes les exigences réglementaires nécessaires.

En outre, cette transaction sert à renforcer les participations existantes d'Oando dans les baux miniers pétroliers (OML) 60, 61, 62 et 63, augmentant leur participation de 20 pour cent à 40 pour cent.

La compagnie pétrolière a déclaré que la transaction renforçait également sa participation dans tous les actifs et infrastructures de la coentreprise "NNPC Exploration and Production Limited (NEPL)/NAOC/OOL".

Selon le communiqué, les actifs se composent de plusieurs éléments. Il s'agit notamment d'un total de 40 champs de pétrole et de gaz, dont 24 sont actuellement en production. De plus, environ 40 prospects et pistes ont été identifiés pour de futures explorations et développements. Les actifs comprennent également 12 stations de production et un réseau de pipelines s'étendant sur environ 1 490 kilomètres. En plus des éléments susmentionnés, trois usines de traitement de gaz sont incluses dans les actifs. Ces centrales sont le terminal pétrolier de Brass River, ainsi que les centrales électriques de Kwale-Okpai phases 1 et 2.

Collectivement, ces centrales électriques ont une capacité nominale de 960 mégawatts. De plus, les actifs comprennent les infrastructures associées qui soutiennent les opérations de ces installations. Sur la base des estimations des réserves pour 2021, les réserves totales d'Oando s'élèvent à 503,3 millions de barils de pétrole et la transaction entraînera une augmentation de 98 pour cent, indique le communiqué.

UN SITE ILLÉGAL DE RACCORDEMENT PÉTROLIER DÉCOUVERT DANS L'ÉTAT D'ABIA



Une délégation a été dépêchée dans le delta du Niger par le président Bola Tinubu pour évaluer la situation du vol de pétrole. Ils ont découvert une connexion pétrolière illicite.

Selon la Nigerian National Petroleum Company Ltd, le raccordement illégal découvert à Owaza, dans l'État d'Abia, entraîne une perte mensuelle d'environ 7,2 millions de dollars pour le Nigeria. Cette information a été divulguée dimanche. L'équipe a observé que la présence de raffineries secrètes, les activités de ravitaillement illicites et la destruction de l'environnement qui en a résulté ont entraîné d'importants revers économiques pour le pays.

La délégation, dirigée par le ministre de la Défense Muhammed Badaru, était composée des chefs de service et du ministre d'État chargé des ressources pétrolières (pétrole), Heineken Lokpobiri. Les autres membres sont le ministre d'État chargé des ressources pétrolières (gaz), Ekperipe Ekpo, le conseiller à la sécurité nationale, Nuhu Ribadu, et le PDG du groupe NNPC Ltd, Mele Kyari.

Les conclusions collectives de l'équipe ont révélé que les raffineries clandestines, les opérations de ravitaillement illégales et la dévastation environnementale qui en a résulté ont eu un impact profond sur l'économie du pays, entraînant de graves pertes financières qui ne sont en effet pas bonnes pour le bien-être économique du Nigeria.

Selon M. Kyari, même si les vols de pétrole à bord des navires peuvent être traqués, les communautés productrices de pétrole doivent jouer un rôle vital dans la lutte contre le vol de pétrole au sein de leurs communautés.

"Le vol de pétrole est l'une des raisons pour lesquelles le Nigeria ne peut pas respecter son quota de production quotidien de l'OPEP", a-t-il déclaré.

Patrick Godwin, le chef de la sécurité de Pipeline Infrastructure Nigeria Ltd, s'est également adressé à la foule, mentionnant que plusieurs arrestations avaient été effectuées et que les responsables avaient été traduits en justice.

Exprimant son appréciation, M. Ribadu a salué les efforts des agences de sécurité, des entrepreneurs de sécurité communautaire et de NNPC Ltd pour leur campagne intensifiée contre le vol de pétrole et le sabotage économique. Selon lui, « l'environnement et les moyens de subsistance sont détruits tandis que la fédération est privée de revenus capables de soutenir l'économie et de renforcer le naira ».

DES SITES ILLÉGAUX DE RAFFINAGE DU PÉTROLE DÉTRUITS PAR L'ARMÉE NIGÉRIENNE



Dans le delta du Niger, l'armée nigérienne a récemment mené des opérations pour lutter contre le commerce illégal du pétrole, qui ont abouti au démantèlement de 36 sites illégaux de raffinage et à l'arrestation de 22 individus soupçonnés de vol de pétrole. Le porte-parole de l'état-major de la Défense a informé les médias locaux que l'opération a donné des résultats significatifs, notamment la récupération de 310 700 litres de pétrole brut, 14 675 litres de gazole automobile, 49 000 litres de kérosène à double usage, ainsi que diverses armes. Le 24 juillet, les forces militaires ont intercepté et éliminé un bateau en bois transportant 1 000 litres d'une substance qui serait du pétrole brut volé dans la communauté de Wellhead Cluster Opukushi, dans la zone de gouvernement local d'Ekeremor, dans l'État de Bayelsa.

Tout récemment, Mele Kyari, PDG de la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPCGROUP), a révélé que le Nigeria avait connu une perte importante de production pétrolière dans le célèbre hub pétrolier de Bonny. Cet endroit particulier sert d'homonyme à la qualité de pétrole estimée du Nigeria, Bonny Light. Bonny Light, un pétrole brut non corrosif de haute qualité extrait au Nigeria, revêt une importance significative en tant que référence pour la production de brut en Afrique de l'Ouest. Il est très recherché par les raffineurs américains, notamment ceux situés sur la côte Est, en raison de ses excellents rendements en essence. Bien que les chiffres exacts soient souvent des approximations, la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPCL) et le ministère du Pétrole ont fourni des estimations indiquant un vol quotidien de barils allant de 200 000 à 400 000.

En mai, le Nigeria est devenu le premier producteur de pétrole d'Afrique, atteignant un taux de production quotidien de 1,184 millions de barils par jour (b/j). Cela a dépassé les niveaux de production d'autres pays africains importants tels que la Libye (1,158 million de b/j), l'Angola (1,111 million de b/j) et l'Algérie (962 000 b/j).

Malheureusement, le problème du vol généralisé de pétrole s'étend au-delà des frontières du Nigeria. De nombreux pays en développement sont confrontés au défi de la contrebande de pétrole, où des groupes armés extraient et vendent illégalement du pétrole. La Libye, par exemple, subit d'importantes pertes financières dues à la contrebande de pétrole, s'élevant à environ 750 millions de dollars par an, soit environ 3 % de son PIB. Mustafa Sanalla, une figure éminente de l'industrie pétrolière libyenne, a fait part de ses inquiétudes à ce sujet.



Le Conseil nigérian de développement et de surveillance du contenu (NCDMB) est chargé de promouvoir le développement et l'utilisation du contenu local dans l'industrie pétrolière et gazière du pays. Le conseil vise à accroître la participation des entreprises et des citoyens nigériens dans le secteur, créant ainsi des emplois, améliorant le développement des compétences et favorisant la croissance économique.

Selon M. Simbi Wabote, directeur général du NCDMB, cette croissance du contenu local est une indication positive des progrès réalisés dans le secteur pétrolier et gazier nigérian. L'augmentation de la participation au contenu local démontre le succès des efforts du conseil d'administration pour encourager les entreprises autochtones à jouer un rôle plus important dans l'industrie.

L'augmentation de 26 pour cent à 54 pour cent sur une période de cinq ans signifie une amélioration significative de la localisation du secteur pétrolier et gazier. Cette augmentation peut être attribuée à divers facteurs, notamment les politiques gouvernementales, les cadres réglementaires, les initiatives de renforcement des capacités et la participation active des entreprises nigérianes dans le secteur.

La semaine annuelle de l'énergie du pétrole et du gaz nigérian (NOG), au cours de laquelle M. Wabote a fait cette annonce, est une plate-forme qui rassemble les acteurs de l'industrie pour discuter et présenter les développements du secteur. L'événement offre une opportunité de réseautage, de partage de connaissances et de promotion de partenariats pour stimuler davantage la croissance de l'industrie pétrolière et gazière nigériane.

La croissance du contenu local est bénéfique pour le Nigeria car elle contribue à la diversification économique du pays, réduit la dépendance à l'égard de l'expertise et des importations étrangères et crée des opportunités d'emploi pour les Nigériens. Elle améliore également le transfert de technologie et de connaissances, stimule l'entrepreneuriat local et le développement des industries auxiliaires.

Le gouvernement nigérian et le NCDMB devraient poursuivre leurs efforts pour accroître davantage le contenu local dans le secteur pétrolier et gazier. Cela comprend la mise en œuvre de politiques et d'initiatives qui favorisent la participation locale, le soutien au renforcement des capacités et la promotion de la collaboration entre les entreprises locales et internationales opérant au Nigeria.

Lors de l'événement ayant pour thème : « Alimenter l'avenir énergétique durable du Nigeria », Monsieur Wabote a déclaré que l'organisation avait donné effet aux dispositions de la loi en lançant en 2018 la feuille de route stratégique sur 10 ans pour conduire à l'objectif d'atteinte 70 pour cent de contenu nigérian dans le pays dans le secteur de l'industrie pétrolière et gazière d'ici 2027.

En juin 2023, M. Wabote a révélé que le NCDMB possédait un total de 290 000 dossiers individuels, 10 400 dossiers de sociétés de services, 107 dossiers d'entreprises d'opérateurs et environ 600 dossiers de navires marins stockés dans le portail du système de qualification conjoint (JQS) du conseil.

À la lumière des défis de fabrication identifiés, le conseil offre activement son soutien aux entreprises locales. Dans le cadre de cet effort, il entreprend le développement de parcs gaziers industriels pour établir une infrastructure contemporaine qui facilitera la fabrication nationale.

« Les parcs industriels sont à différents stades de développement dans sept États, à savoir : les États d'Akwa Ibom, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo, Imo et Ondo. »

« Les parcs industriels NOGAPS d'Odukpani dans l'État de Cross River et celui d'Emeyal-1 dans l'État de Bayelsa sont tous deux à un stade avancé d'achèvement et commenceront leurs opérations en 2024. Il a révélé avoir commencé à attribuer des ateliers de fabrication et des terrains de services aux candidats qualifiés.



LE NIGERIA PERD TOUJOURS UNE GRANDE QUANTITÉ DE PÉTROLE QUOTIDIENNEMENT



Malam Nuhu Ribadu, conseiller à la sécurité nationale, rapporte que le Nigeria continue de perdre 400 000 barils de pétrole brut par jour à cause des voleurs locaux et internationaux, malgré les efforts continus pour lutter contre ce fléau.

Ribadu a confirmé cette réalité décourageante lors de la visite d'une délégation présidentielle pour évaluer l'état des installations pétrolières et gazières à Owaza, Abia et Odogwa, dans la zone de gouvernement local d'Etche, à Rivers.

Il a exprimé que les actions des voleurs de pétrole et des vandales des oléoducs ont eu un effet néfaste sur l'économie du pays et ont contribué à l'augmentation du coût de la vie dans le pays.

"Il est regrettable qu'un petit nombre d'individus choisissent de voler nos ressources communes, ce qui entraîne des pertes incroyables pour la nation, les communautés et les personnes concernées."

« Le Nigeria a la capacité de produire 2 millions de barils de brut par jour, mais nous produisons actuellement moins de 1,6 million de barils en raison du vol et du vandalisme des pipelines.

"Ceci concerne 400 000 barils de pétrole brut qui sont gaspillés et les criminels et saboteurs économiques n'en retirent même pas grand-chose", a-t-il également déclaré. Les opérateurs des raffineries artisanales collectent une petite quantité de pétrole brut lorsqu'ils cassent les pipelines. Tandis que de plus grandes quantités de pétrole sont déversées dans l'environnement. "La valeur de 400 000 barils de pétrole aujourd'hui est d'environ 4 millions de dollars, et chaque jour, nous perdons cette somme à cause de ce comportement irresponsable"

Actuellement, le pays a désespérément besoin d'argent, car le Naira perd continuellement de sa valeur. La NSA a déclaré que l'administration du président Bola Tinubu était préoccupée par cette évolution et prenait déjà des mesures concrètes pour résoudre le problème.

L'appel de Ribadu en faveur d'un front uni est un appel aux diverses parties prenantes, notamment le gouvernement, les forces de l'ordre, les communautés locales et les partenaires internationaux, à travailler ensemble pour lutter contre le vol de pétrole et protéger les infrastructures pétrolières et gazières du Nigeria. Il reconnaît que la résolution de ces problèmes nécessite une approche globale et coordonnée, plutôt que de compter uniquement sur les efforts d'entités individuelles.

En soulignant la nécessité d'un front uni, Ribadu entend probablement promouvoir la collaboration, le partage d'informations et les opérations conjointes entre les entités concernées. Cette approche peut améliorer la collecte de renseignements, améliorer les mesures de sécurité et renforcer les efforts d'application de la loi pour prévenir le vol de pétrole et protéger les infrastructures énergétiques critiques.

L'appel de Ribadu souligne également l'importance de s'attaquer aux causes profondes du vol de pétrole, telles que la pauvreté, le chômage et la corruption. En s'attaquant à ces problèmes sous-jacents, il est possible de réduire l'incitation des individus et des réseaux criminels à se lancer dans des activités illégales, notamment le vol de pétrole.

Dans l'ensemble, le plaidoyer de Ribadu en faveur d'un front uni reflète la reconnaissance du fait que le vol de pétrole et les attaques contre les infrastructures pétrolières et gazières au Nigeria sont des défis complexes qui nécessitent un effort concerté de la part de plusieurs parties prenantes pour les relever efficacement.



Les Nigériens commencent à passer de l'essence au gaz naturel comprimé comme mécanisme d'adaptation



L'annonce de la suppression des subventions par le président Tinubu a probablement suscité beaucoup de surprise et d'inquiétude parmi les Nigériens. Les subventions sont une forme de soutien gouvernemental accordé pour maintenir les prix des biens et services essentiels à un niveau inférieur à leur valeur marchande. Dans le contexte du Nigeria, la subvention la plus notable est celle du carburant, qui est une question controversée depuis de nombreuses années.

La suppression des subventions peut avoir des effets significatifs sur l'économie et la population. D'une part, la suppression des subventions peut contribuer à réduire la charge financière pesant sur l'État, dans la mesure où les subventions nécessitent souvent un financement important. Cela peut également promouvoir l'efficacité du marché en permettant aux prix d'être déterminés par la dynamique de l'offre et de la demande. En outre, la suppression des subventions pourrait encourager les investissements dans des sources d'énergie alternatives et promouvoir la durabilité.

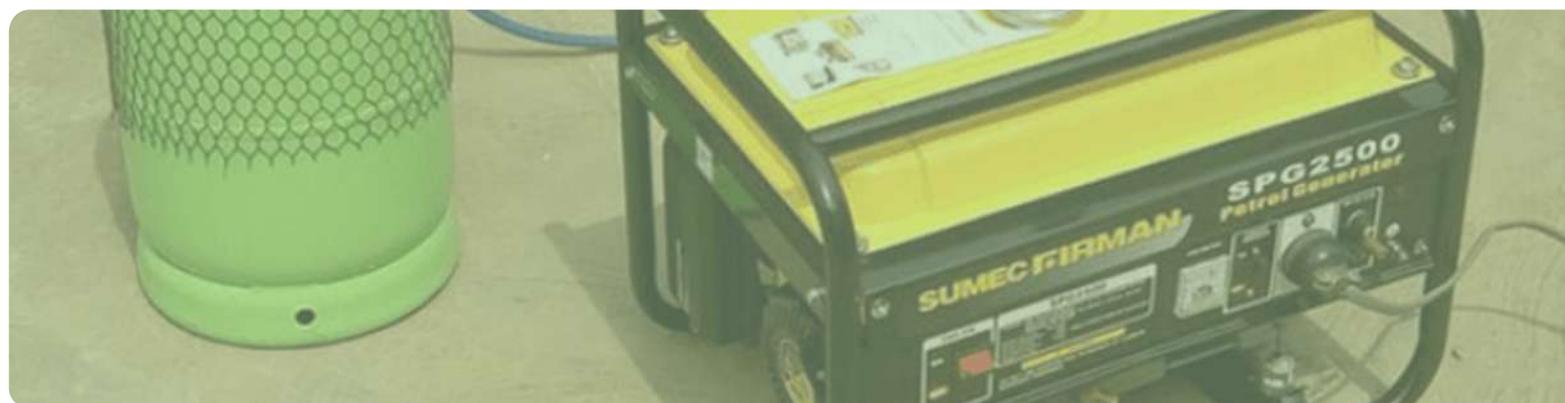
Cependant, la suppression des subventions peut également entraîner une augmentation immédiate des prix des biens et services essentiels, tels que le carburant, la nourriture et les transports. Cela peut affecter de manière disproportionnée les personnes à faible revenu et exacerber leurs conditions économiques déjà difficiles. La suppression soudaine des subventions sans mettre en œuvre des mesures visant à atténuer l'impact sur les populations vulnérables pourrait provoquer des troubles et

À cette fin, le gouvernement comprend la nécessité de proposer des mesures alternatives et des systèmes de soutien pour atténuer les effets immédiats de la suppression des subventions. Cela pourrait inclure la mise en œuvre de filets de sécurité sociale, de programmes d'assistance ciblés ou l'investissement dans les infrastructures et les services publics pour créer des opportunités d'emploi alternatives et réduire le coût de la vie.

En fin de compte, le succès ou l'échec de la suppression des subventions dépend de la capacité du gouvernement à gérer efficacement la transition et à répondre aux préoccupations de la population. Cela nécessite une planification minutieuse, l'engagement des parties prenantes et une stratégie globale pour garantir que la transition vers la suppression des subventions n'entraîne pas de difficultés économiques supplémentaires pour la population.

"L'essence ne sera plus réglementée mais sera déterminée par les forces du marché", selon Mele Kyari, directeur général du groupe/PDG de la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPCL). Kyari a en outre déclaré que cette décision du gouvernement avait ouvert des opportunités d'investissement, permettant aux entreprises d'entrer sur le marché et favorisant la concurrence, ce qui devrait se traduire par une baisse des prix. Toutefois, les conséquences sur l'économie ont été fortes. Les prix de l'essence et d'autres produits connexes ont connu une augmentation significative.

Les Nigériens sont connus pour leur adaptabilité et leur résilience et la recherche d'alternatives au pétrole ne fait pas exception. Alors que certains individus expriment encore leur mécontentement face à la suppression des subventions, d'autres ont déjà pris des mesures proactives en explorant des sources d'énergie alternatives. La tendance dominante dans le pays est une transition vers l'utilisation du gaz, englobant divers aspects tels que la production d'électricité et le transport. Un bon nombre de ménages ont adopté le gaz comme principale source d'énergie pour leurs générateurs, tandis que certains véhicules ont été convertis pour fonctionner au gaz plutôt qu'à l'essence. Il est intéressant de noter que même le gouvernement envisage la possibilité d'incorporer le gaz comme élément majeur du paysage énergétique du pays. Des États tels que Lagos et Ogun ont pris des mesures pour introduire des bus au GNC sur les itinéraires de leurs grandes villes. D'autres États devraient emboîter le pas dans un avenir proche.



Les conséquences néfastes liées au non-versement de 3 % d'OPEX par IOC



PETROLEUM INDUSTRY BILL

Il existe des signes clairs d'une crise imminente dans les communautés d'accueil productrices de pétrole et de gaz concernant l'incapacité des compagnies pétrolières internationales (IOC) à remettre les dépenses opérationnelles annuelles (OPEX) obligatoires de 3 % aux communautés affectées, comme stipulé par la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) de 2021. Cette situation a suscité une vive condamnation de la part des communautés d'accueil (HOSTCOM), qui expriment leur indignation face à la violation délibérée de la loi, alors qu'elle est en vigueur depuis deux ans. Lors d'une conférence de presse tenue récemment à Abuja, le Dr Benjamin Tamaranebi, président national des communautés d'accueil du Nigeria produisant du pétrole et du gaz, a exprimé sa profonde préoccupation face à la crise imminente provoquée par le non-respect par les sociétés productrices de pétrole d'une loi particulière. Dr. Tamaranebi a souligné que bien que la loi soit en vigueur depuis deux ans, aucune des sociétés productrices de pétrole (IOC) n'a respecté ses dispositions. Le Dr Tamaranebi a fermement condamné l'inaction du IOC, la jugeant inacceptable. Il a souligné qu'un tel non-respect pourrait potentiellement servir de catalyseur à une crise au sein des communautés affectées. L'échec des IOC à remplir leurs obligations en vertu de la loi a probablement entraîné une intensification des tensions et du mécontentement au sein des populations locales. Il est important de noter que sans informations spécifiques concernant la loi en question, il est difficile de fournir une analyse ou une compréhension plus détaillée de la situation. Lors de la conférence de presse, le Dr Benjamin Tamaranebi a été rejoint par d'autres acteurs des communautés hôtes. Ensemble, ils ont exhorté la Commission nigérienne de réglementation du pétrole en amont (NUPRC) à prendre les mesures appropriées contre les compagnies pétrolières qui violaient la loi, conformément aux dispositions pertinentes de la loi sur l'industrie pétrolière (PIA). Ils ont souligné que chacune des compagnies pétrolières défailtantes devrait être tenue pour responsable et leur a imposé une pénalité de 1,825 millions de dollars, calculée au taux de 2,500 dollars par jour, comme le prévoit la loi. Tamaranebi a déclaré : « Nous appelons toutes les parties prenantes significatives à se joindre à la Commission nigérienne de réglementation du pétrole en amont (NUPRC) pour faciliter la mise en œuvre rapide des 3 % d'OPEX qui sont en retard. »

DES RÉFORMES EN COURS POUR PRODUIRE DES BÉNÉFICES AU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER



**CENTRE FOR THE
PROMOTION OF
PRIVATE ENTERPRISE**

Le Dr Muda Yusuf, PDG du Centre pour la promotion de l'entreprise privée (CPPE), prévoit des progrès significatifs dans l'industrie pétrolière et gazière du Nigeria. Actuellement évalué à 12 000 milliards de Naira sur la base du produit intérieur brut (PIB) en 2022, Yusuf prédit de nouveaux progrès à mesure que les réformes en cours prendront effet.

Soulignant l'ampleur économique considérable de l'industrie, Yusuf souligne que le secteur pétrolier et gazier du Nigeria est une entreprise de plusieurs milliards de dollars. En outre, il affirme que les perspectives de croissance du secteur se sont considérablement améliorées.

Yusuf a partagé ses idées durant la conférence de 2023. Lors de son discours à la conférence Oriental News tenue à Lagos, axée sur la promotion de la collaboration entre les secteurs du pétrole, du gaz et des assurances au Nigeria, le PDG du CPPE a souligné les perspectives de croissance prometteuses. Il a fait remarqué que ces opportunités sont renforcées par les récentes possibilités d'investissement d'une valeur de plus de 50 milliards de dollars, qui ont été présentées par des entreprises internationales et locales lors de la foire nigériane des opportunités pétrolières et gazières (NOGOF) à Yenagoa, dans l'État de Bayelsa. Ces perspectives, a-t-il déclaré, devraient se développer d'ici cinq ans et constituent des opportunités phénoménales pour le secteur de l'assurance.

En outre, le PDG a souligné que des opportunités d'investissement importantes ont été libérées dans tous les segments du secteur pétrolier et gazier, y compris les secteurs en amont, en aval et des services, grâce à la Loi sur l'industrie pétrolière (PIA). Il a souligné que la PIA a non seulement amélioré le cadre réglementaire et institutionnel, mais a également créé un environnement plus favorable à la croissance des investissements dans l'ensemble du secteur.

Cependant, il a exprimé son inquiétude concernant le secteur des assurances, qui n'a contribué que pour 0,32 % au PIB du pays en 2022, bien qu'il s'agisse d'un secteur de 647 milliards de nairas.

Une tournée de présentation pour attirer les investissements pétroliers et gaziers est en cours



NIGERIAN UPSTREAM PETROLEUM REGULATORY COMMISSION

La Commission nigériane de réglementation du pétrole en amont (NUPRC), l'organisme de réglementation du pétrole du plus grand producteur africain de pétrole de l'OPEP, a annoncé son intention d'organiser une tournée internationale. Le but de ce roadshow est d'attirer les investissements dans le secteur en amont du Nigeria. Le NUPRC vise à promouvoir les opportunités d'investissements en amont dans le pays, dans le but d'augmenter la production pétrolière et d'améliorer considérablement la production de gaz naturel. Le roadshow devrait avoir lieu dans les semaines à venir.

Lors d'une récente conférence organisée par la Society of Petroleum Engineers à Lagos, des représentants de la Commission nigériane de réglementation du pétrole en amont (NUPRC) ont annoncé leur prochain événement, le Nigerian Upstream International Investment and Financial Roadshow (NUIIFR). Ce roadshow vise à faciliter le réseautage et les conversations entre les acteurs de l'industrie en amont concernant les structures financières pouvant soutenir les investissements. Le NUPRC prévoit d'organiser et d'héberger le roadshow en perspective.

« Alors que les impératifs mondiaux de transition énergétique sont clairs et justifiés, la nécessité de la sécurité énergétique, du développement économique et de la prospérité de l'Afrique ne peut être surestimée », a déclaré le régulateur nigérian.

Le ministère nigérian des Ressources pétrolières vise une augmentation substantielle de la production pétrolière, avec pour objectif d'atteindre une production quotidienne de 1,7 million de barils d'ici novembre 2023. L'objectif derrière cet effort est d'obtenir une allocation plus importante dans le cadre de l'accord OPEP+, comme l'a partagé Gabriel Tanimu Aduda, secrétaire permanent du ministère nigérian des Ressources pétrolières, dans une récente interview avec Energy Intelligence.

Historiquement, le Nigeria a eu du mal à atteindre ses objectifs de production définis dans l'accord OPEP+. Ce défi a été attribué à une combinaison de facteurs, notamment le vandalisme des pipelines, le vol de pétrole et l'insuffisance des investissements dans la capacité de production.



CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : www.nigeria-one.com/fr/
- **Par e-mail** : contact@nigeria-one.com
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G
Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

